

Édito

Malgré les prises de paroles du ministre se voulant rassurantes, cette rentrée s'annonce extrêmement difficile pour les personnels comme pour nos élèves. L'effondrement, pourtant prévisible, du nombre de reçus aux concours, (dû, entre autres, à la nouvelle réforme des concours), n'a pas été anticipé et vient aggraver la baisse continue des vocations depuis des années.

Dans ces conditions, rien ne garantit que la promesse d'avoir un-e enseignant-e devant chaque classe soit respectée. Là où elle le sera, elle mettra en difficultés les précaires « lâché-es » pour la première fois devant des élèves, après quelques jours de formation seulement.

Ce qui est sûr en revanche, c'est que les moyens de remplacement seront encore réduits, aggravant les conditions d'études des élèves (notamment celles des élèves les plus fragiles) et dégradant les conditions de travail des personnels.

Ce même « régime sec » en termes de postes concerne toutes les autres catégories de personnels, accentuant la charge de travail à effectuer pour tou-tes.

En parallèle, la politique salariale dans l'Éducation nationale est catastrophique. L'inflation atteint des sommets (plus de 6% au mois de juillet et ce n'est pas fini) alors que nos salaires, eux, n'ont augmenté que de 3,5 % seulement. Quant aux promesses de revalorisations du ministre, après 3 années à entendre celles de son prédécesseur, elles ne concerneraient que les enseignant-es oubliant largement les autres personnels, administratifs, de santé et sociaux, techniques ainsi que les plus précaires que sont les AESH et AEd. Pour la CGT Éduc'action, c'est inacceptable.

Inacceptable aussi la volonté de lier la moitié de cette éventuelle augmentation à l'engagement des enseignant-es dans un « pacte » qui n'est que l'application du « travailler plus pour gagner plus ». Quant aux 10 % « inconditionnels », nous n'en connaissons ni le calendrier ni la forme (indemnitaire ou indiciaire). Et seraient-ils « en plus » des 3,5 % ?

Enfin, Emmanuel Macron, refusant d'entendre que l'impopularité de JM Blanquer était autant liée à son mépris à l'égard des personnels qu'à ses réformes, entend poursuivre et intensifier sa politique destructrice du service public d'Éducation : libéralisation de l'École au détriment des élèves issu-es des classes populaires et des conditions de travail des personnels, généralisation de l'expérimentation marseillaise et nouvelle attaque contre l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Le tout sans avoir renoncé à sa réforme des retraites...

Face à ces attaques, nous devons absolument mettre fin à cette dangereuse spirale au risque de conduire l'Éducation nationale dans la même crise que l'hôpital.

Pour une revalorisation massive des salaires de l'ensemble des fonctionnaires, pour une revalorisation de nos métiers, pour des créations massives de postes dans toutes les catégories de personnels, **la CGT Éduc'action appelle à la grève le 29 septembre**. Elle a d'ores et déjà déposé des préavis de grève pour le mois de septembre et soutiendra toutes les luttes en cette rentrée.

